

Mars 2013

## Non à l'Anschluss de Paris sur la métropole

**Christian Dupuy, Maire de Suresnes, Vice-président du Conseil général des Hauts-de-Seine et Président de l'Office public de l'Habitat (OPDH92) dénonce le coup de force centralisateur de la politique du logement au profit de Paris, qui menace les libertés locales. C'est au plus près du terrain que se mène une politique équilibrée de l'habitat qui instaure ou préserve la mixité sociale.**

La confirmation annoncée par Jean-Marc Ayrault du calendrier du Grand Paris Express, dont les 73 gares seront intégralement réalisées pour 2030, est une nouvelle dont il faut se réjouir pour tous les Franciliens. Je me félicite particulièrement du respect par ce gouvernement de ce qui avait été décidé pour le tronçon Pont de Sèvres-La boule, sur lequel est située la future gare Rueil-Suresnes Mont-Valérien, essentielle pour désenclaver les habitants des quartiers de nos deux communes.

Mais cette annonce heureuse ne doit pas occulter les sombres perspectives portées par le projet de "Métropole de Paris". Sur fond de lutte de pouvoir entre le Maire socialiste de Paris et le Président socialiste du Conseil Régional d'Ile-de-France, tranchée au bénéfice du premier, c'est rien de moins qu'un abandon de la décentralisation pour un centralisme absolutiste qui se dessine.

Car le gouvernement entend surtout dessaisir de la compétence logement exercées par les collectivités au plus près des souhaits des habitants au profit d'une vassalité soumise à la baronnie parisien. Nous avons la démocratie locale, il nous est proposé de la dissoudre dans la féodalité métropolitaine.

Cet Anschluss de Paris sur les territoires qui l'entourent revient en effet sur une tradition séculaire, plus ancienne que la Révolution Française, qui voulait que « l'air de la ville rende libre » et qui avait été consacrée dans les constitutions successives de la République qui protégeaient la libre administration des communes et leur autonomie financière.

Ce texte est pire que jacobin, il va au-delà de ce que la monarchie de droit divin avait osé imaginer !

La métropole de Paris sera gouvernée par un « conseil métropolitain » regroupant le Maire de Paris et les présidents des intercommunalités qui devront être redessinées pour atteindre un seuil minimal de 200.000 habitants en première couronne et de 300.000 habitants en seconde couronne. Chaque tranche de 300.000 habitants aura droit à une voix ce qui fait sept voix pour la seule ville de Paris.

.../...

Mars 2013

## **Non à l'Anchluss de Paris sur la métropole**

La compétence en matière d'urbanisme, confiée aux communes par les lois « Defferre » de 1982 leur sera de fait, confisquée par cette nouvelle couche du mille-feuilles administratif.

Surtout, la compétence concernant le logement qui, depuis la loi Bonnefoy dont on a célébré le centenaire en 2012, revenait aux communes et aux départements, collectivités de rattachement des offices de l'habitat, comme ils le furent des offices HLM et des offices HBM, sera désormais soustraite à ces collectivités de proximité pour être rattachée à un nouveau « bidule » au sein duquel Paris aura une voix prépondérante.

Tel est le véritable objectif du coup de force, négocié dans les antichambres de l'Elysée et de Matignon par le Maire de Paris : faire de la banlieue l'arrière-cour de la capitale afin d'y loger les populations qu'il ne peut ou ne veut loger à Paris!

C'est un mauvais coup porté à des organes démocratiquement élus que sont les conseils généraux et les conseils municipaux et même, le Conseil Régional qui espérait récupérer la mise et qui se retrouve floué in fine lui aussi.

Or c'est à l'échelle locale, au plus près du terrain, que se mène une politique équilibrée de l'habitat qui cherche, quartier par quartier, à instaurer ou préserver la mixité sociale. Au lieu de quoi s'annonce un retour à une conception de l'habitat social qui vit la réalisation de ces grands ensembles vite devenus invivables qui ont défigurés la banlieue parisienne et où furent envoyées les populations dont Paris ne voulait pas.

C'est une perspective que les populations concernées seront les premières à refuser et que les élus de nos territoires refuseront avec elles. Et ce ne sera pas là un combat partisan motivé par des égoïsmes locaux. Refuser cette tentative de main-mise c'est refuser la fin dans nos territoires de la mixité sociale, d'une politique de peuplement équilibrée, d'un urbanisme maîtrisé, c'est refuser la fin des libertés locales.

Voilà pourquoi l'Anschluss de Paris ne passera pas.

**Christian Dupuy,  
Maire de Suresnes,  
Vice-président du Conseil général des Hauts-de-Seine  
Président de l'Office public de l'Habitat (OPHD92)**